L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : Rue de Chartres, No 73. NOUVELLE-ORLEANS MARDI MATIN, 23 JUIN 1874. 47me Année.

DUFOUR & LIMET, PROPRIÉTAIRES-ÉDITEURS.

NOUVELLE-ORLEANS. MARDI, 23 JUIN.

VENTES A LENCAN DE CE JOUR.

Par Hoffman, Marix & Co.—au No 33 de la rue de Chartres—Bottes, souliers et brodequins.

Par E. Roger & Co., dans leurs salles d'encan, Bottes, souliers et brodequins.

Ajournement du Congrès.

Le Congrès des Etats-Unis s'est ajourné hier soir, sans avoir statué sur la question de la Louisiane, ni sur la mise en accusation du juge Durell.

Pendant deux années de suite, la Louisiane a frappé en suppliante aux portes du Congrès pour obtenir justice contre la plus flagrante usurpation qui ait jamais été imaginée et accomplie dans cette république. Le Sénat a répondu par l'opinion unanime des membres de son comité, qu'effectivement l'intervention du juge Durell, base de toute l'usurpation, était injustifiable à tous les points de vue, car il était absolument sans aucune juridiction. La Chambre a répondu en commandant un comité d'enquête chargé d'examiner la conduite du juge Durell et ce comité a conclu en faveur de la mise en accusation du juge.

D'un autre côté, le Sénat a refusé d'admettre Pinchback, élu comme sénateur par la législature usurpatrice, et la Chambre a refusé d'admettre le même Pinchback qui se prétendait élu comme représentant par tout l'Etat et produisait du certificat de l'usurpateur Kellogg. Le Sénat et la Chambre ont donc refusé de reconnaître et d'endosser l'usurpation dénoncée par leurs comités. Mais ils ont refusé également de reconnaître le gouvernement de McEnery, et McMillan et Sheridan n'ont pas été plus heureux que Pinchback.

Dès l'action des deux Chambres il semble résulter que le Congrès n'a voulu reconnaître aucun des deux gouvernements de la Louisiane, ce qui équivaut à dire qu'il n'y a pas de gouvernement légal dans cet Etat.

Or, la Constitution fait un devoir au gouvernement fédéral de garantir à chaque Etat une forme républicaine de gouvernement, et, si le Congrès était d'avis que le gouvernement de fait en Louisiane était basé sur l'usurpation et la fraude, comme cela ressort de ses actes, non-devoir était clairement d'adopter le bill de M. Carpenter ou toute autre mesure propre à rendre au peuple de la Louisiane le droit de se gouverner. En ne le faisant pas, il a manqué à ses obligations constitutionnelles. Il a commis un déni de justice.

Une autre clause de la constitution porte qu'aucun Etat ne sera privé de son droit de représentation au Sénat des Etats Unis. La Louisiane a droit à deux sénateurs, et elle n'en a qu'un qui siège. Voilà deux années de suite que le Sénat refusse de se prononcer sur l'admission de l'un ou de l'autre des postulants qui se disputent le second siége, McMillan et Pinchback.

Par cette clause de la constitution le Sénat était l'autorité constitutionnelle seule compétente pour décider entre ces deux législatures. Il pouvait trancher le conflit, car s'il trouvait qu'aucune des deux législatures n'avait été organisée régulièrement et légalement, il pouvait en refusant d'admettre les deux postulants, déclarer qu'il reconnaîtrait l'élu d'une législature organisée suivant telle ou telle méthode. Mais en laissant se perpétuer le conflit, en refusant de voter sur le bill de M. Carpenter pour la tenue d'une nouvelle élection, le Sénat a méconnu le devoir que lui imposaient et la constitution et l'équité envers un des Etats de l'Union. Il résultera de là que, si la prochaine législature louisianaise élit un nouveau sénateur, il y aura trois postulants au lieu de deux, les prétentions des deux premiers n'ayant jamais été l'objet d'une décision.

La modération du Congrès à l'égard de la Louisiane n'a pas également de reconnaissance. Et, cependant nous devons le dire, il est un symptome peu équivoque de réaction. Deux ans plus tôt, en effet, il n'est pas douteux que le Congrès n'eût carrément reconnu, accepté et endossé toute l'usurpation, avec toutes ses monstruosités antécédentes ou conséquentes. La neutralité passive du Congrès est le résultat d'une craintive déférence envers l'opinion publique qui a été unanime à condamner l'usurpation. Elle nous donne l'assurance qu'à l'avenir une pareille usurpation ne serait plus possible. C'est toujours une consolation et une espérance.

Coupable d'un déni de justice flagrant envers la Louisiane, le Congrès a bien voulu nous faire l'aumône de quelques centaines de mille piastres pour nos inondés et il s'est montré disposé à nous accorder aussi l'aide fédérale pour nos travaux intérieurs de protection contre les inondations et d'amélioration de la navigation. Nous ne pouvons que constater le fait sans un bien vif sentiment de gratitude. Mais nous avons la satisfaction de penser qu'un grand changement s'opère dans le sentiment des masses électorales dans toute l'Union et que les Congrès qui suivront celui qui vient de s'ajourner, seront animés d'un tout autre esprit.

P. S.—L'article qui précède était écrit et composé, quand la dernière dépêche de notre bulletin télégraphique nous a annoncé que les deux Chambres du Congrès avaient, d'un commun accord, prolongé leur session jusqu'à aujourd'hui mardi, à 4 heures du soir. Nous aurons donc une séance de plus à rapporter.

CONCERTS POPULAIRES D'ÉTÉ.—Le second concert de la seconde série des concerts populaires d'été, doit avoir lieu ce soir à la salle Grunewald. Le programme en sera varié et attrayant et nous ne saurions trop engager ceux qui veulent passer une soirée agréable en entendant de bonne musique, à profiter de cette occasion.

GRAND CONCERT AU PROFIT DES INONDÉS.—Nous publions, aujourd'hui, le programme du grand concert qui doit être donné lundi prochain, dans la salle Grunwald, au profit des inondés.

Nous en parlerons plus longuement une autre fois.

PAS ENCORE TOUS RETIRÉS. — Tous les prix de la dernière loterie de la bibliothèque publique n'ont pas encore été retirés, à ce qu'il paraît, car la semaine dernière deux coupons ont été présentés et payés, $1000 chacun, au bureau principal de Louisville. Où les détenteurs de ces coupons pouvaient-ils être depuis le 31 mars ? Ils dormaient peut-être, comme Rip Van Winkle. Le gouverneur Bramlette aimerait beaucoup sans doute que tous les gagnants eussent retiré leurs fonds afin d'être libre pour prendre part au prochain et dernier grand concert de loterie. Le 31 juillet est le jour désigné pour le dernier grand tirage et déjà l'affluence a commencé, et la direction ne peut suffire à répondre aux demandes qui lui sont adressées. On ne peut s'en étonner car ce cinquième tirage sera définitif de nature à lui mériter nos éloges du moins